



UNION REGIONALE  
DES SYNDICATS  
DE L'EDUCATION  
NATIONALE  
URSEN CGT

UNION LOCALE CGT  
RENNES SUD EST  
5, rue de la SAUVAIE  
35000 RENNES

FEDERATION DE  
L'EDUCATION, DE  
LA RECHERCHE ET  
DE LA CULTURE

## Déclaration de la CGT ÉDUC'ACTION BRETAGNE

au Conseil Technique Spécial Académique de Rennes du 18 février 2021

Monsieur le Recteur, Monsieur le Secrétaire Général, Mesdames, Messieurs,

La gestion de la crise sanitaire et ses conséquences n'en finissent pas de plonger la population dans le désarroi. Cette situation est accentuée par des années de politiques d'austérité aux conséquences sociales désastreuses.

Pourtant pas de changement de cap gouvernemental mais une seule volonté affichée : soutenir coûte que coûte les entreprises avec les millions du plan de relance macronien et toujours rien pour les salarié-e-s. Or, la pandémie n'a pas modifié le capitalisme. Bien au contraire, elle le conforte à l'annonce des plans de suppressions d'emplois, de la multiplication de fermetures d'entreprises, voire des restructurations ou réduction des services publics. Le tout soutenu par les dispositions de la Loi Travail revue et corrigée à cet effet.

De plus, cette situation sans précédent entraîne dans une précarité généralisée la jeunesse française qui s'inquiète, à juste titre, de son futur professionnel. Le gouvernement est seul responsable de ce drame en refusant notamment de recruter des personnels à hauteur des réels besoins pour un retour sécurisé sur leurs lieux de formation.

Aussi, en cette nouvelle année, la CGT ÉDUC'ACTION formule plusieurs vœux pour l'Éducation Nationale :

- Vœu que la situation sanitaire s'améliore rapidement et que bien entendu un retour à la normale puisse s'envisager le plus sereinement possible. En attendant, nous insistons sur la nécessité d'une politique ministérielle de crise qui donne aux personnels de la visibilité et une communication transparente sur les taux de contaminations tant chez les élèves que chez les personnels, surtout depuis l'arrivée de nouveaux variants. Nous attendons de l'anticipation sur les mesures à prendre en cas d'accélération de l'épidémie.
- Vœu que le Ministère délaisse un peu la presse et les plateaux télévisés si telle est sa volonté d'une réelle transparence de s'adresser à ses personnels voire de continuer à réunir les organisations syndicales au nom d'un véritable « dialogue social ».
- Vœu, enfin, que les salaires des personnels soient revalorisés dignement, et non plus compensés par des primes ou indemnités ponctuelles.

Car, après l'éloge des services publics fait par le président de la République en mars 2020, les personnels attendent encore et en vain les mesures tant espérées permettant d'améliorer le fonctionnement du service public d'Éducation et la réelle revalorisation de leur salaire et de leur carrière.

Mais, il y a fort à parier, que l'espoir se transforme en déception pour 70% des personnels de l'Éducation, qui ne seraient pas concernés par une augmentation de salaire à l'issue des Grenelles tant vantés par le Ministre. En effet, dans l'attente des conclusions qui tardent à être annoncées, les propositions retenues seraient basées sur des augmentations d'un régime indemnitaire généralisé et discriminant.

Dans ce contexte, l'avant-projet de loi de décentralisation 4D présenté par le gouvernement en décembre 2020 annonçant une nouvelle vague de décentralisation dans l'Éducation nationale, après celle des personnels TOS, renforce notre analyse d'une volonté politique d'en finir, une bonne fois pour toute, avec le statut de la fonction publique d'État, conquis de haute lutte par nos aîné-e-s, tel que programmé dans la feuille de route CAP 2022 et inscrit également dans « la loi de la Transformation de la Fonction Publique ». C'est pourquoi, la CGT restera vigilante sur la mise en place de l'expérimentation CASPER et souhaite qu'elle se fasse en concertation préalable et dans la continuité avec les organisations syndicales représentatives, afin de garantir la prise en compte de la spécificité des statuts et des missions de l'ensemble des personnels concernés.

Merci de votre attention.

Les élus CGT ÉDUC'ACTION BRETAGNE au CTSA de l'académie de Rennes